



Covid-19 : 250 ONG alertent sur le sauvetage financier prévu des compagnies aériennes et demandent des contreparties

Alors que le gouvernement français vient d'annoncer ses premières mesures de soutien aux compagnies aériennes, la société civile se mobilise internationalement pour poser des conditions au sauvetage du secteur.

« Le sauvetage financier des compagnies ne doit pas permettre au secteur aérien de reprendre ses activités habituelles une fois la crise du Covid-19 terminée », s'alarment 250 associations internationales dans une lettre ouverte aux gouvernements assortie d'une pétition publiée lundi 6 avril. Le collectif d'associations exige que l'argent public soit utilisé « en priorité pour les travailleurs, les travailleuses, et le climat. »

Cet appel fait suite aux nombreuses demandes de soutien financier formulées par les compagnies aériennes, durement touchées par la pandémie de Covid-19 : Air France a, par exemple, réduit son activité de 90 % depuis le début de la crise, une situation qui devrait perdurer au moins jusqu'à fin mai, selon la compagnie. Le 19 mars, l'Association du transport aérien international (IATA) estimait que les États devaient fournir une aide d'urgence d'environ 200 milliards de dollars aux compagnies aériennes afin de les aider à faire face à la crise.

Ces appels ont été entendus par de nombreux gouvernements : les États-Unis prévoient notamment de fournir une aide de 50 milliards de dollars aux compagnies aériennes. La Commission européenne envisage, quant à elle, d'offrir des compensations financières aux compagnies européennes, y compris à celles ayant déjà reçu des aides d'urgence au cours des dix dernières années. En France, le Gouvernement a décidé de reporter à 2021 et 2022 le paiement de certaines taxes et redevances spécifiques au secteur, et envisage, en accord avec son homologue néerlandais, de faire bénéficier Air France-KLM de prêts garantis par les États à hauteur de 6 milliards d'euros.

Orienter le soutien financier vers une mobilité verte

Un soutien financier en contradiction avec les exigences climatiques, selon le collectif d'associations, qui estime que la « pause involontaire » du trafic aérien doit permettre de construire « un secteur des transports respectueux du climat et résilient ». L'avion étant responsable de près de 5% de l'impact climatique mondial, les 250 associations exigent que les gouvernements mettent fin aux exemptions fiscales accordées aux compagnies aériennes, notamment à travers la mise en place d'une taxe sur le kérosène. Elles demandent également que l'aide financière mobilisée par les États bénéficie en priorité aux employés du secteur plutôt qu'aux actionnaires.

Plus globalement, le collectif propose que les gouvernements remettent profondément en question la place du transport aérien dans nos sociétés et qu'ils s'attellent à une refonte de notre mobilité. Les 250 associations les appellent à « soutenir une transition juste », notamment en « garantissant l'accès à des alternatives abordables », comme le train, et en permettant aux employés du secteur aérien « de quitter les emplois dépendant des combustibles fossiles pour des emplois décents et compatibles avec le climat. »

En France, vingt-quatre heures après le lancement de cette campagne, la pétition a déjà recueilli plus de 25 000 signatures : pétition

<https://www.change.org/p/lettre-ouverte-aux-gouvernements-savepeoplenotplanes-non-au-sauvetage-inconditionnel-du-secteur-a%C3%A9rien-2c999dc4-8ed0-4c86-b075-1d8dee88c9cf>

Cette pétition, coordonnée par le Réseau Stay Grounded, s'appuie sur une lettre ouverte aux gouvernements signée par plus de 250 ONG au niveau mondial.

Voici la version intégrale de la pétition :

Au milieu de la crise du Covid-19, alors que le monde entier lutte contre le virus et que d'innombrables travailleur.euse.s perdent leurs revenus, le secteur aérien exige des renflouements massifs et inconditionnels garantis par les contribuables. Et ce, alors que ces dernières années, les compagnies aériennes se sont fermement opposées à toute tentative de mettre fin à leurs exonérations fiscales inéquitables et ont refusé de contribuer aux objectifs globaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre - objectifs qui nécessiteraient de réduire de manière significative l'activité du transport aérien.

Non seulement celui-ci est déjà responsable de 5 à 8% de l'impact climatique mondial, essentiellement du fait d'une minorité aisée de grand.e.s voyageur.euse.s, mais le secteur prétend également qu'il peut continuer à croître. D'énormes profits ont été réalisés au cours des dernières décennies sur le dos de travailleurs à bas salaire et au détriment du climat.

Les travailleur.euse.s touché.e.s par la crise actuelle ont besoin de soutien, mais nous ne devons pas laisser l'industrie aéronautique continuer à privatiser ses bénéfices et à combler ses pertes avec l'argent public. Si nous ne nous attaquons pas aux problèmes structurels qui ont rendu nos sociétés et nos économies si vulnérables à des crises comme celle-ci, nous serons encore plus vulnérables face aux prochaines, car les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci continuent à se creuser et les crises écologiques et climatiques s'aggravent.

Le sauvetage financier des compagnies ne doit pas permettre au secteur aérien de reprendre ses activités habituelles une fois la crise du Covid-19 terminée. L'argent public doit être utilisé en priorité pour les travailleur.euse.s et le climat.

Nous demandons :

1. Priorité aux employés

Au lieu de voler au secours des cadres dirigeants et des actionnaires, toute aide financière devrait faire bénéficier les travailleur.euse.s de solides protections en matière de travail et de santé et assurer un revenu de base suffisant au personnel de bord, au sol, dans les services de restauration ainsi qu'aux pilotes et à tou.te.s les autres travailleur.euse.s touché.e.s.

2. Une transition juste vers une mobilité respectueuse du climat

Tout soutien public doit s'assurer que l'industrie aéronautique s'aligne sur une trajectoire de 1,5 °C. Les réductions d'émissions doivent être réelles et ne pas faire appel à des mécanismes comptables douteux, tels que la compensation carbone, ni reposer sur des biocarburants qui nuisent à l'environnement, à la sécurité alimentaire et aux droits fonciers. L'aviation verte est une illusion, les voyages en avion doivent donc être réduits. Pour qu'une sortie de crise se fasse de manière juste, elle doit s'appuyer sur la prise de décision démocratique et l'appropriation publique. Les gouvernements doivent soutenir une transition juste : modifier les réseaux de transport de façon

systemique, garantir l'accès à des alternatives abordables (telles que le transport ferroviaire) et permettre aux travailleur.euse.s de quitter les emplois dépendant des combustibles fossiles pour des emplois décents et compatibles avec le climat.

3. Pas de sauvetage sans une fin des exemptions fiscales

Il n'est pas juste de sauver le secteur aérien avec l'argent des contribuables alors que celui-ci ne paie presque pas de taxes, lui donnant ainsi un avantage injustifié sur les modes de transport à faibles émissions. Il faut donc mettre un terme aux exonérations fiscales : obliger les compagnies aériennes à payer une taxe sur le kérosène et remplacer les programmes de fidélité qui incitent à prendre davantage l'avion, par des taxes équitables et progressives qui pénalisent ceux qui le prennent souvent.

Il s'agit de profiter de la pause involontaire du trafic aérien pour construire un secteur des transports respectueux du climat et résilient face aux crises futures.